



## Marche mondiale vers Gaza : la complicité de l'Égypte avec Israël

### Description

*Des milliers de manifestants sont restés bloqués en Égypte pendant plusieurs jours. Ils devaient se rendre à El-Arich, dans le Nord du Sinaï, à proximité de la ville de Rafah dans la bande de Gaza. Cette marche internationale pacifique était organisée pour protester contre le blocus israélien, mais elle a été stoppée par le régime égyptien.*

Par l'Agence Média Palestine, le 19 juin 2025



**Marche mondiale vers Gaza**

# La complicité de l'Égypte avec Israël

Voici sans doute ma dernière chronique, destinée à clore ce long et intense périple qu'a représenté, selon ma propre lecture, la Marche mondiale vers Gaza. Ce sont les premiers mots du dernier texte publié sur sa page Facebook par Safa Chebbi, militante d'origine coloniale et membre de Solidarité Palestine-UQAM. Comme elle, des milliers de citoyen-nes de tous horizons avaient convergé vers le Caire en Égypte la semaine dernière. Leur objectif était de *ouvrir le terminal de Rafah avec les autorités égyptiennes, en collaboration avec les ONG, les diplomates et les organisations humanitaires.*

### **Des marcheurs arrêtés et violents**

Dès les premiers jours après l'arrivée dans la capitale des personnes mobilisées, la situation se détériore. Le 11 juin, les autorités égyptiennes annoncent l'obligation d'une autorisation administrative pour se rendre dans le Sinaï, le territoire désertique frontalier de la Palestine. Les manifestants se voient rapidement confisquer leurs passeports et sont sommés de rentrer chez eux. Certains sont expulsés à peine arrivés sur le sol égyptien.

Face à ces premiers débordements, l'organisation de la marche annonce le jeudi 12 au soir l'annulation du départ collectif en bus prévu vers El-Arich. [Dans une interview au journal \*Humanité\*](#), deux participantes à cette initiative expliquent qu'il est alors demandé *de prendre des taxis par petits groupes de deux ou trois personnes* à destination d'Ismaïlia, une ville située à 130 kilomètres de la capitale.

Beaucoup de marcheurs n'arriveront jamais à destination. Ils sont arrêtés au fur et à mesure des barrages sur la route, certains chargés de force dans des bus pour les conduire à l'aéroport et les obliger à quitter le territoire égyptien. D'autres se retrouvent violents par des bandes en civil, qui les frappent à coups de matraques. Plusieurs participants ont affirmé que ces personnes auraient été payées par la police.

### **L'Égypte, main dans la main avec Israël**

Les organisateurs de la marche ont pourtant déclaré que cette action avait été initiée dans une démarche de coopération avec le gouvernement égyptien. Et l'Égypte, en contradiction avec ses actions, avait affirmé dans un communiqué du ministère des affaires étrangères, *accueillir favorablement le soutien régional et international, qu'il soit officiel ou populaire, aux droits légitimes du peuple palestinien, ainsi que le rejet du blocus, de la famine et des violations flagrantes et systématiques commises par Israël dans la bande de Gaza*. Une politique de soutien qui est donc traduite par des arrestations forcées, des violences et des expulsions massives à l'encontre des participants à la marche.

C'est Israël Katz, l'actuel ministre de la Défense du gouvernement de Netanyahu qui a exhorté les autorités égyptiennes à empêcher les marcheurs d'avancer plus en avant vers Rafah. Il les a qualifiés de *djihadistes qui mettent en danger le régime égyptien et constituent une menace pour tous les régimes arabes modérés de la région*.

Si l'opinion publique égyptienne reste favorable à la lutte palestinienne, cela fait plusieurs années que le dirigeant égyptien Al-Sissi a entamé un rapprochement avec l'État hébreu, sur fond de coopération militaire et de renseignement pour lutter contre l'influence islamiste dans

le Sinaï. Il ne faut pas non plus oublier l'appartenance du Hamas avec les Frères musulmans, l'ennemi politique d'Al-Sissi, qui les avait violemment réprimés pour accéder au pouvoir en 2014.

A ces enjeux politiques s'ajoutent des pressions économiques : le gouvernement égyptien est signataire de plusieurs accords gaziers avec Israël, et d'un accord économique tripartite avec les États-Unis. Ce dernier a ouvert en 2004 la création de zones franches sur le territoire égyptien, permettant l'exportation sans droits de douane de leurs produits avec des composants israéliens. Face à ces intérêts politiques et économiques qui s'entrement, les dizaines de milliers de morts palestiniens ne valent plus grand-chose.

**date création**  
2025/06/19